



HAL
open science

Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire : l'institutionnalisation de l'action politique des femmes au Venezuela

Jessica Brandler-Weinreb

► **To cite this version:**

Jessica Brandler-Weinreb. Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire : l'institutionnalisation de l'action politique des femmes au Venezuela. *Critique Internationale*, 2015, 69, pp.153-169. 10.3917/crii.069.0153 . halshs-03778171

HAL Id: halshs-03778171

<https://shs.hal.science/halshs-03778171v1>

Submitted on 2 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du pouvoir citoyen au pouvoir populaire : l'institutionnalisation de l'action politique des femmes au Venezuela

par Jessica Brandler-Weinreb

Depuis l'adoption, en 1999, du régime de « démocratie participative et protagonique » (*protagónica*), la politique de la participation s'est développée au Venezuela en deux étapes¹ qui ont toutes deux contribué à modifier la place et le rôle des femmes dans celle-ci. La première étape, de 1999 à 2006, a consisté à favoriser l'appropriation du « pouvoir citoyen » par la mise en place de structures étatiques – les Conseils locaux de planification publique (CLPP)² – devant permettre la déconcentration du pouvoir. Ces structures avaient trois grandes fonctions : la planification du budget municipal, l'autogestion (transfert de compétences des institutions vers les communautés locales) et le contrôle social de la gestion des affaires publiques. Avec la loi promulguée en 2002 ont été ainsi créés les mécanismes de participation des différents secteurs organisés de la société civile aux décisions prises au niveau municipal, par le biais d'un travail conjoint avec la mairie. Celle-ci étant chargée d'assurer la viabilité des projets et de les faire exécuter, c'est donc un projet de co-responsabilité et de co-gestion des affaires publiques entre le « haut » et le « bas » qui a pris forme au niveau législatif en termes participatifs³. Dans ce modèle, qui s'inspirait de la citoyenneté historiquement produite par les hommes et pratiquée par eux dans les espaces institutionnels, formels et de représentation, considérés comme publics, les femmes se sont impliquées majoritairement au sein des CLPP. Pourtant, j'ai pu constater lors de mon enquête sur le CLPP de Valencia en 2006 que les postes à responsabilité publique étaient toujours majoritairement occupés par des hommes⁴.

1 Parce que j'ai pu observer sa pertinence lors de mes enquêtes dans le pays en 2006, 2009, 2010 et 2012, je reprends ici le découpage temporel et thématique proposé par l'historienne vénézuélienne Margarita López Maya dans *Democracia participativa en Venezuela (1999-2010)*, Caracas, Fundación Centro Gumilla, 2011.

2 Loi des Conseils locaux de planification publique, *Gazette officielle* n° 37.463, 12 juin 2002 ; Jessica Brandler-Weinreb, « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », dans Olivier Compagnon, Julien Rebotier, Sandrine Revet (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Éditions de L'Atelier, 2009, p. 77-86.

3 Meralia Isabel Velasco Ramírez, « Venezuela: legalidad y legitimidad de las comunidades organizadas en los Consejos Locales de Planificación Pública », thèse de doctorat en Science Politique, Caracas, Université Simón Bolívar, 2005 ; Mathieu Uhel, « La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, 69, 2012, p. 57-80.

4 J. Brandler-Weinreb, « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », cité.

Dès le début de la seconde étape, en 2006, l'idée de « citoyenneté active » a été délaissée au profit du projet de « pouvoir populaire » qui ne visait plus un travail commun entre les autorités publiques et les communautés. Ce sixième pouvoir national – outre les trois pouvoirs traditionnels que sont l'exécutif, le juridique et le législatif, les gouvernements Chávez ont instauré le pouvoir citoyen et moral et le pouvoir électoral – s'est donné pour objectif d'impulser le prétendu mouvement de décentralisation de la participation et celui de déconcentration du pouvoir. Les Conseils communaux (ci-après Conseils), devenus juridiquement indépendants des CLPP et de la mairie⁵, se sont externalisés dans les quartiers. Les banques communales étaient désormais financées par l'Exécutif, les ministères et autres institutions concernées, tandis que les intermédiaires entre l'État et le peuple étaient supprimés. La nouvelle politique de la participation s'inspirait *de* et s'inscrivait *dans* les « territoires quotidiens »⁶, qui se nourrissaient de l'informalité, des relations interpersonnelles et s'animaient à l'échelle micro-locale (dans une rue, dans le voisinage, au niveau du quartier mais aussi au sein de la municipalité). Elle s'accompagnait d'une valorisation des compétences et de l'action politique que les femmes avaient développées en marge de la politique institutionnelle et formelle. Dans le discours présidentiel mais aussi dans celui des institutions gouvernementales chargées de travailler à l'amélioration des conditions de vie des femmes, une phrase revenait souvent : « Sans féminisme il n'y a pas de socialisme », autrement dit, il ne peut y avoir de révolution sans la participation des femmes. En raison de leur influence sur l'intégration des femmes en politique mais aussi parce qu'ils coïncident avec la volonté gouvernementale d'institutionnalisation de l'action politique des femmes dès 2009, je centrerai mon analyse sur les Conseils communaux, fer de lance de la seconde étape du régime de démocratie participative vénézuélien.

Dans quelle mesure le gouvernement et les institutions publiques ont-ils instrumentalisé la mobilisation des femmes ? Et comment ces dernières ont-elles, en retour, utilisé la rhétorique féministe et les structures de participation politique développées sous les régimes Chávez ? Pour répondre à ces questions, je m'appuierai sur les terrains constitués d'entretiens⁷, d'observations

5 Loi des Conseils communaux, *Gazette officielle* n° 5.806, 10 avril 2006 ; Loi organique des Conseils communaux (LOCC), *Gazette officielle* n° 39.335, 28 décembre 2009.

6 Dans « Politización de lo cotidiano » (*Este País*, 1995), Alejandra Massolo mobilise le concept de « territoire quotidien » pour désigner le niveau d'engagement politique de la majorité des femmes en Amérique latine. Ce concept peut servir à illustrer la politisation du quotidien qui se produit dans les espaces locaux de participation étudiés ici.

7 Au total, 147 entretiens ont été conduits surtout auprès de femmes mais aussi d'hommes engagés dans les structures étudiées et/ou impliqués à l'échelle de leur communauté. Une cinquantaine de ces entretiens ont été conduits auprès de personnes occupant des postes à responsabilités dans le domaine public.

et d’immersions participantes⁸ que j’ai effectués entre 2006 et 2012, mais aussi sur une analyse multi-niveaux – privilégiant le local – des discours, des pratiques et des représentations de la participation des femmes en politique. Je reviendrai tout d’abord sur l’influence du « féminisme d’État », l’objectif étant moins d’interroger le caractère féministe du projet bolivarien que son influence sur le pouvoir politique des femmes, sur leur mobilisation et sur le regard qu’elles portent sur elles-mêmes⁹. J’expliquerai ensuite en quoi le pouvoir populaire s’est inspiré des espaces et des domaines d’action considérés comme féminins et comment il a permis l’affirmation et la valorisation des compétences qu’elles maîtrisent. Enfin, je décrirai la façon dont cette politique instaurée par le haut a été récupérée et instrumentalisée « par le bas »¹⁰.

Les femmes officiellement au cœur du projet de révolution bolivarienne depuis 2008

En 1999, Hugo Chávez avait été élu par des citoyens et des citoyennes qui ne croyaient plus à la politique des partis qui les avaient gouvernés en alternance depuis 1958¹¹. En 2007, le « pouvoir populaire » qu’il avait œuvré à mettre en place depuis son élection s’est retourné contre lui. La nouvelle géopolitique de la nation et la non-limite des mandats, proposées par référendum, venaient d’être refusées par la majorité (première défaite électorale du chavisme), tandis que la création du parti unique – le PSUV¹² – éveillait l’esprit critique des adeptes du gouvernement et

8 Principalement dans l’État de Carabobo en milieu urbain et péri-urbain et dans l’État de Mérida en milieu rural sur le páramo (partie supérieure nord de la Cordillère des Andes vénézuéliens). Les populations auprès desquelles j’ai réalisé une ethnographie du quotidien participatif appartiennent surtout aux classes populaires. J’ai également réalisé des terrains plus courts à Caracas, au sein des institutions chargées de développer les politiques publiques sur la participation et l’amélioration des conditions de vie des femmes dans le pays.

9 Sur le concept de « féminisme d’État » en tant que politiques publiques en faveur des droits des femmes, voir Laure Bereni, Anne Revillard, « Des quotas à la parité : “féminisme d’État” et représentation politique (1974-2007) », *Genèses*, 67, 2007, p. 5-23.

10 Les enquêtes réalisées ont été financées en partie par les programmes de recherche bilatéraux ECOS-Nord intitulés « Diversité culturelle, participation et gouvernance » (Paris XIII-FONACIT) et « Nouvelles formes de participation citoyenne. Genre, droits, bureaucratie » (EHESS-GIEG), dirigés par Catherine Alès (CNRS-EHESS) ; et par le pôle de recherche du CREDA - UMR 7227 « Circulation des savoirs et des pratiques culturelles », axe « Culture et politique aux XX^e et XXI^e siècles », dirigé par Olivier Compagnon (IHEAL-CREDA, IUF).

11 Sur le désenchantement vis-à-vis de la politique avant Chávez, voir Margarita López Maya, « Economía rentista petrolera y socialismo », dans M. López Maya (dir.), *Ideas para debatir del socialismo del siglo XXI (Volúmen II)*, Caracas, Editorial Alfa, 2009, p. 13.

12 Parti socialiste uni du Venezuela, créé en 2007, qui réunit encore aujourd’hui près de 7 millions de personnes.

ravivait celui des opposant.e.s. Dans cette société matrifocale et matricentrée¹³, les femmes sont alors devenues des actrices clés du chavisme.

En 2008, lors de la célébration du 9^e anniversaire de l'Institut national de la femme (INAMUJER), Hugo Chávez déclara que l'administration bolivarienne avait développé des programmes contre la violence familiale et en faveur des mères célibataires¹⁴, et affirma : « Les socialistes doivent être féministes, sinon ils ne seront pas des êtres humains complets »¹⁵. Le 8 mars 2009, au cours d'une allocution diffusée dans le programme dominical *Aló Presidente*, il annonçait également la création du ministère du Pouvoir populaire pour la femme et l'égalité de genre (Ministerio del Poder Popular para la Mujer y la Igualdad de Género, MPPMIG), qui serait exclusivement dédié à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes au Venezuela. La syndicaliste Maria León, ancienne ministre du MPPMIG, aujourd'hui (en 2015) députée de l'État d'Aragua à l'Assemblée nationale, a rappelé, lors de la célébration, que le président Chávez invitait les femmes à « se faire valoir ». De fait, le « féminisme » du gouvernement bolivarien s'est traduit par la nomination de ministres femmes, l'élection de députées et la participation des femmes dans les organisations de base : les Conseils communaux, les missions sociales et divers mouvements sociaux.

Bien que la phrase « sans féminisme il n'y a pas de socialisme » ait été plus une formule de rhétorique, intelligente et circonstancielle, que le mot d'ordre d'un combat de fond contre les inégalités de genre¹⁶, le projet de « féminisme d'État » a permis de mettre en relief le rôle de clé de voute des femmes non seulement pour le gouvernement mais aussi pour la société tout entière. La mise en place de moyens destinés à améliorer leurs conditions de vie a eu pour effets de

13 Samuel Hurtado décrit ainsi le concept de matrifocalité : « Nous comprenons, par structure matrifocale, une relation qui influe sur le rôle familial de la femme de manière à ce que celle-ci se constitue en tant que centre affectif-organisationnel de la famille, en particulier à travers son lien avec les autres femmes, les filles, pensées comme mères réelles ou potentielles et liées à elle par la consanguinité maternelle. Le rôle de frère ou de fils est important mais il est plutôt complémentaire ou prend la forme d'un soutien aux relations féminines. Ainsi, les nœuds des réseaux familiaux trouvent leur origine et convergent dans les relations entre femmes liées par des liens de parenté ». Samuel Hurtado Salazar, *Matrisocialidad. Exploración en la estructura psicodinámica básica de la familia venezolana*, Caracas, Ediciones FACES-EBUC, Universidad Central de Venezuela, 1998, p. 64. Nous traduisons l'ensemble des citations de cet article.

14 María Elena Alva, Nora Castañeda, « Feminismo y Socialismo. Aportes teóricos-prácticos en Venezuela (1999-2009) », *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*, 14 (33), 2009, p. 123.

15 Allocution retransmise en direct par la chaîne *Venezolana de Televisión*.

16 Cette phrase s'inscrivait dans la globalisation des thématiques, les « *common goods* », alors formulées par les institutions internationales et autres entrepreneurs de normes sur l'importance de l'implication (*empowerment*) des femmes dans toutes les sphères de la société et de leur participation aux processus de décision. Ces objectifs ont été (par exemple à l'ONU, lors de la conférence de Pékin en 1995) et sont encore considérés comme fondamentaux pour l'égalité, le développement et la paix. Jules Falquet, *De gré ou de force : les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2007.

modifier leur situation en termes d'intégration au système politique, et ce non seulement par un clientélisme populaire mais aussi par une visibilité sans précédent sur la scène publique. Les tremplins ont été d'abord les missions sociales¹⁷, puis les Conseils et la création du MPPMIG qui comprend trois institutions nationales : la BANMUJER¹⁸, l'INAMUJER et la *Misión Madres del Barrio*. Le ministère a pour mission « d'impulser la participation des femmes au pouvoir populaire et de garantir l'exercice de leurs droits ainsi que l'égalité de genre, établis dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela et dans le reste de l'ordre juridique en vigueur »¹⁹. Il doit assurer l'inclusion des femmes dans tous les projets de politiques publiques, cette « stratégie de développement du pays [ayant pour but de permettre aux femmes de] conquérir les espaces conduisant à l'autonomie politique et [de leur] garantir la possibilité de négocier leurs propositions afin de développer leur *leadership* politique et social potentiel »²⁰. Dans un même élan, l'expertise des « combattantes sociales » (*luchadoras sociales*) a été valorisée et instrumentalisée. La reconnaissance médiatique, juridique et discursive dont elles sont l'objet met l'accent sur les femmes jeunes, âgées, noires, indigènes, mères et handicapées. Le classeur distribué par le MPPMIG aux personnes qui se rendent dans ses locaux, affiche la vocation première du ministère de devenir une véritable plateforme de visibilité des secteurs les moins sollicités, avant 1999, par les espaces de représentation (document 1). Vocation confirmée par la BANMUJER qui liste explicitement ces catégories dans la version anglophone de son dépliant (document 2).

17 Citons, parmi les plus importantes, les missions éducatives implantées dans les régions et les localités et qui œuvrent pour l'instruction des femmes, de l'alphabétisation aux études universitaires ; la mission *Mercal* pour la souveraineté alimentaire (*MERCado de ALimentos*, Marché d'aliments) ; la *Misión Barrio Adentro* pour l'accès à la santé dans les *barrios* ; la *Misión Madres del Barrio* pour aider les femmes chefs de famille qui vivent dans une extrême pauvreté à se réincorporer dans des activités productives et sociales. Au total, plus de 30 missions ont été créées entre 2003 et 2011 (<http://misionesvenezuela.com/>). Dès 2003, les femmes se sont mobilisées massivement, d'abord comme bénéficiaires de ces mesures sociales, puis, quasi systématiquement, comme formatrices et promotrices des *misiones*, en tant que représentantes de l'État et employées de la fonction publique. Le caractère transgénérationnel de cet investissement est par ailleurs frappant.

¹⁸ Banco de Desarrollo de la Mujer, banque publique créée en 2001 avec pour mission d'octroyer des crédits, micro-crédits et autres services financiers à des groupes et coopératives de femmes, surtout parmi les plus défavorisées.

¹⁹ <http://www.minmujer.gob.ve/>.

²⁰ *Ibid.*.

Document 1. Classeur distribué par le MPPMIG



Document 2. Dépliant de présentation de la BANMUJER (version anglophone)

ORGANIZATIONS WITH A LEGAL CONCEPT

Cooperatives: apart from the previously mentioned requisites, the following must be submitted:

- * Act of incorporation
- * Corporation rules
- * Certificate of registration in Sunacoop
- * Tax Information Registry (RIF document)
- * Act of commitment signed by the members of the cooperative

Amount: Fifty thousands (Bs.50.000) per cooperative.

Term: 48 months to pay.

Union of Users of Credits and Services: It is a non-profit organization, working in small villages or places living on agriculture activities. Such unions are made of minimum 7 people.

Amount: Bs. 16.000,00 per farm

Union of Ecological Agriculture Extension: they are young female and male farmers, who work together to get the farms back, with ecological agriculture practices and the rescue of the agriculture usages. Such unions are made of maximum 45 farmer families.

Amount: Bs.50.000, 00

SPECIAL PROGRAMS

- **MERCAL AGREEMENT:** it grants individual credits for the benefit of low income women, with favorable expertise on paying their BANMUJER credits. An item per person, up to Bs. 2.000,00, will be financed.

- **MOTHERS OF THE NEIGHBORHOOD:** it grants microcredits that will change the assignments into financing for social nonproductive activities

- **TEENAGE MOTHERS:** microcredits with family support will be granted.

- **INDIGENOUS WOMEN:** to strengthen the microenterprises of the different ethnoses of the nation.

- **AFRO DESCENDANT WOMEN:** this program aims at benefiting the organized and productive groups, which are normally excluded.

- **IMPRISONED WOMEN:** this program's objective is to get imprisoned women to learn an occupation so once they are free, they are able to live on it and help their families.

- **DISABLED PEOPLE:** this program aims at granting microcredits, offer assistance, training and help, women with physical, motor, sight or neurological limitations have priority or whose children are disabled. It is required that the credit requester is registered in Conapdis.

INTEREST RATE:

6% for all types of activities, including agriculture and non-agriculture activities. 0% for communities under special socio-economic situations and for Mothers of the Neighborhood Mission. 4% for the Mercal Agreement.

ADDRESS

Av. Urdaneta esquina de Plaza España a Ánimas, edificio Sudameris, planta baja, La Candelaria, Caracas.
Telfs. 0212-564.30 15/24 20

Banmujer
Banco de Desarrollo de la Mujer
El Banco Diferente

Banmujer Services

Ministerio del Poder Popular para el Proceso Comunal

La tentative d'implantation d'un « féminisme d'État » depuis 2008 s'est faite à partir d'une double dynamique : la mobilisation d'un discours inspiré du féminisme de la seconde vague (fin des années 1960) et l'ouverture de la politique par le décloisonnement de l'espace public. Les

femmes que j'ai rencontrées ont saisi cette « structure d'opportunité politique »²¹. Au niveau local, une majorité d'entre elles cumulaient la participation dans les structures étatiques, une activité rémunérée, formelle ou informelle, le travail domestique et un parcours d'études primaires, secondaires ou universitaires (pour une majorité d'entre elles dans les missions). Elles étaient également de plus en plus nombreuses à assumer un engagement partisan, soit pour, soit contre le gouvernement ou la figure de l'ancien président. Ces deux dernières activités se sont fortement développées sous les gouvernements Chávez. Âgées entre 20 ans et 50 ans au moment de nos entretiens, ces femmes étaient triplement stigmatisées par leur appartenance de classe, ethnique et de genre. Une large majorité d'entre elles étaient mères et leur mobilisation était souvent liée à ce statut.

Au niveau institutionnel, de nombreuses instances publiques ont été créées dans le but d'approfondir le caractère participatif du nouveau régime politique. Cette hyperbureaucratiation a permis une véritable mobilité sociale en intégrant les classes défavorisées à l'appareil d'État, en salariant une grande partie de la population active et en plaçant des personnes peu diplômées dans les postes à responsabilités publiques. Ainsi, toute une partie de la population qui avait été jusque-là marginalisée des espaces de décision a pu bénéficier d'une mobilité interinstitutionnelle et professionnelle. Du statut de membre de leur Conseil communal ou de *leader* dans leur communauté, de nombreuses personnes, pour la plupart issues des classes pauvres ou moyennes basses, ont accédé à des postes à responsabilités en tant que secrétaire général ou chargé de mission au sein du département de participation citoyenne du ministère. L'importance numérique des jeunes a renforcé le recyclage des acteurs et actrices sociaux ainsi que le renouvellement des élites de cette nouvelle administration²². En raison du caractère mobilisateur de leur action, les femmes des classes populaires ont joué un rôle crucial dans le maintien du projet de révolution bolivarienne, et l'autorité qu'elles exercent dans la matrifocalité vénézuélienne est devenue un pouvoir reconnu qu'il s'agissait de renforcer sous forme de projet politique institutionnalisé.

Un phénomène hybride s'est alors produit où se mêlaient un ordre juridique d'avant-garde qui politisait les inégalités de genre et un maternalisme dans lequel les femmes se sont construites comme sujets politiques. Elles ont accentué l'instrumentalisation du caractère sacré de leur

21 Sidney Tarrow, *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*, New York, Cambridge University Press, 1994.

22 Le bilan de ce nouveau régime demeure toutefois nuancé : l'ethnographie et les entretiens effectués au sein des institutions chargées des femmes et de leur participation politique m'ont permis d'observer que le clientélisme et la corruption s'étaient maintenus, voire avaient proliféré sous le régime bolivarien.

statut, le saisissant en tant que « maternité politique »²³. Au Venezuela, toutes les femmes ne sont pas des mères mais une grande majorité d'entre elles l'ont été très jeunes (autour de la vingtaine) et ce statut leur confère un pouvoir moral et social qu'elles sont seules à détenir, qu'elles soient mères biologiques ou sociales (mère sociale au sens de celle qui élève un enfant avec lequel elle n'a pas de lien de sang). L'interprétation classique de l'aliénation des femmes veut que la maternité soit la principale cause de leur mise à l'écart en politique, mais il est évident que c'est dans la référence au caractère formel et institutionnel de la politique que se situe le plafond de verre. En effet, il semble difficile d'envisager le pouvoir politique des femmes si celui-ci est interprété à l'aune de sa construction au masculin, en l'associant à l'idée de représentation et de présence dans les espaces institutionnels, donc dépendant de l'accès aux capitaux économiques ou scolaires dont bénéficient surtout les classes moyennes du pays. La Loi pour le droit des femmes à une vie libre de violence²⁴ et la Loi de promotion et de protection de l'allaitement maternel²⁵ ont lié le féminisme, comme mouvement revendicatif, à la maternité, comme instrument permettant aux femmes des classes populaires d'accéder à la politique. Ce faisant, ces deux lois ont contribué à un changement social qui a conduit à l'amélioration des conditions de vie des femmes, d'une part, en leur ouvrant l'accès à la santé, à l'instruction (par les missions sociales) et, de plus en plus, aux espaces institutionnels, d'autre part, en leur rendant leur dignité. Pour ces femmes de tout temps lésées pour leurs appartenances de classe, ethniques, générationnelles et de genre, cette dignification, qui peut se rapprocher de la notion de « capabilisation »²⁶ de la philosophe américaine Martha Nussbaum, est à la fois mobilisatrice,

23 La réflexion proposée par Elsa M. Chaney peut être transposée au contexte vénézuélien pour analyser la manière dont la maternité est instrumentalisée par les femmes dans la construction de leur citoyenneté politique. Le statut de mères – réelles ou potentielles – leur permet d'intégrer la politique sans être perçues – ni sans se percevoir elles-mêmes – comme concurrentes des hommes. Elsa M. Chaney, « La cuestión de la maternidad política y la democracia : feministas y mujeres de organizaciones populares », congrès de la Latin American Studies Association (LASA), 24-26 septembre 1998, Chicago, Illinois ; Jessica Brandler-Weinreb, « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », dans Karine Bergès, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo, Nathalie Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XX^e et XXI^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 103-120.

24 Cette loi, fruit des luttes historiques des femmes au Venezuela, a été votée en 2007 et répertorie plus de 19 types de violences de genre. Si son application est encore difficile aujourd'hui, elle représente une avancée importante au niveau symbolique pour les femmes « du bas », et en termes législatifs pour tout le pays.

25 Loi de promotion et de protection de l'allaitement maternel, *Gazette officielle* n° 38.763, 6 septembre 2007, article 1, p. 1 : « Cette loi a pour objectif de promouvoir, de protéger et de soutenir l'allaitement maternel en tant que moyen idéal pour l'alimentation adéquate des enfants, afin de garantir leur vie, leur santé et leur développement ».

26 La notion de « capabilité » a notamment été développée par l'économiste et philosophe Amartya Sen. Elle désigne non seulement la possibilité de choisir parmi les biens et les libertés que l'on juge estimables, mais aussi la possibilité de concrétiser ces choix. La philosophe américaine Martha Nussbaum reprend

parce qu'elle leur permet de s'affirmer à tous les niveaux, et transformatrice, parce qu'elle modifie leur perception d'elles-mêmes.

Le pouvoir populaire : la politique d'État s'inspire des espaces et des domaines d'action féminins

Par la micro-localisation et la micro-territorialisation de la politique et plus précisément de la politique de la participation au Venezuela depuis 2009, l'autorité informelle des femmes s'est transformée en pouvoir reconnu et institutionnalisé. Ainsi, décloisonner la politique et l'espace considéré comme public a permis l'émergence du pouvoir des femmes comme autorités compétentes des nouveaux territoires investis par la politique nationale. Dans la Loi organique des Conseils communaux de 2009, d'autres fonctions que celles liées à la gestion des affaires publiques ont été rendues explicites. Davantage morales, sociales et politiques, elles vont au-delà de la réparation des rues et de la construction d'une école. Des projets de micro-sociétés se sont alors mis en place puisque ces structures ont pour fonction « de construire un nouveau modèle de société socialiste ». Pour les participant.e.s aux Conseils et pour les institutions chargées de favoriser leur développement – comme FUNDACOMUNAL²⁷ –, la famille est l'institution qui assure le lien entre le gouvernement national et la structure de participation. En fait, les Conseils se forment autour d'un nombre précis de familles, et non de personnes (200 à 400 en milieu urbain, 10 à 20 en milieu rural). « On apprend à être *leader* à la maison et travailleuse sociale dans la maison et dans la rue », me disait Luz de Parra²⁸. La politique et les relations interpersonnelles se co-construisent dans les Conseils où l'organisation familiale se transforme en géographie du pouvoir. Cette politique se définit à partir de l'expérience et parle le langage dans lequel s'expriment les femmes en politique²⁹. Compte tenu du rôle qu'elles occupent dans le foyer, elles sont plus sensibilisées aux problèmes de la communauté parce qu'elles les vivent « dans leur chair » (*en carne propia*) : « Je pense que la femme ressent plus les problèmes que

cette notion et se démarque de la définition de A. Sen en proposant une liste de capacités qu'elle juge plus centrales que d'autres : « Il ne s'agit donc pas simplement des capacités dont une personne est dotée mais des libertés et des possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique ». Martha Nussbaum, *Femmes et développement humain : l'approche des capacités*, Paris, Éditions des Femmes, 2008 et *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion, 2012, p. 39.

²⁷ Fundación para el Desarrollo y Promoción del Poder Comunal/Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal.

²⁸ Luz de Parra, 45 ans, opposante au régime, membre du CLPPV et du Conseil du *barrio* Las Palmitas, mariée, 2 enfants biologiques et elle élève toujours d'autres enfants, Valencia, 2006.

²⁹ Jane Freedman, *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 80.

l'homme parce qu'elle souffre plus des conséquences, quand son fils marche dans une flaque, quand un égout est bouché, quand il n'existe pas de passerelle pour les piétons... parce que peut-être que l'homme il ne fait pas attention ou il a une voiture, et celle qui n'en a pas, c'est la femme. La femme, elle, les ressent plus dans sa chair et elle veut améliorer les conditions [de vie] alors que l'homme rentre tard la nuit et il ne s'en rend même pas compte », explique Alicia Plaza³⁰.

Et de fait, lorsque survient une coupure d'eau, ce sont les femmes qui passent leur journée à aller en chercher, lorsque les éboueurs ne passent pas, ce sont elles qui doivent consacrer encore plus de temps aux tâches ménagères parce que les chiens fouillent les sacs d'ordures et salissent l'entrée de la maison ainsi que la rue, et si les enfants n'ont pas de parc où jouer, ce sont elles qui doivent les garder. Le rapport qu'entretiennent les participantes à la communauté est très fort, il est fusionnel : « Je la sens à moi et lorsqu'elle est à toi, c'est comme si c'était une extension de ta maison, de ton foyer », m'expliquait encore Alicia Plaza. D'ailleurs, dans un dépliant distribué par le gouvernement de Mérida pour promouvoir les Conseils, Hugo Chávez empruntait le registre corporel pour incarner l'idée de pouvoir populaire et de société en construction : « Les Conseils communaux sont l'embryon de la nouvelle société que nous sommes en train de construire »³¹. Les Conseils articulent toutes les organisations qui font la vie de la communauté³². Ils permettent une redéfinition, par les habitant.e.s, des territoires géographiques en « territoires sociaux », appelés « communautés ». L'affectif et les relations interpersonnelles se mélangent alors dans la constitution d'une communauté de sens, formant ce que l'on appelle les « auto-gouvernements communautaires ». Participer à la définition et à la délimitation de la communauté permet de prendre conscience de ce qu'implique son occupation. Le territoire est repensé et délimité en espaces plus « adéquats » à la participation populaire, les « micro-unités de voisinage », où la communauté doit « prendre du pouvoir [*empoderarse*], s'organiser et gouverner », comme l'indique la loi de 2009.

À travers la gestion collective des ressources, l'État cherche à renforcer les capacités d'auto-organisation des communautés. L'enjeu est multidimensionnel puisqu'il concerne aussi bien l'appartenance au groupe, à la communauté, à la famille, que les revenus (car certain.e.s travaillent dans les coopératives qu'accueillent les Conseils ou obtiennent un micro-crédit grâce à leur implication). En cela, il est bien plus pesant et prenant qu'une simple question de

30 Alicia Plaza, 43 ans, ex membre de la commission sociale du CLPP et membre du Conseil Parque Valencia, opposante au régime, 2006.

31 Voir l'annexe 1.

32 Loi organique des Conseils communaux (LOCC), citée.

différences partisans ou de remboursement de crédit. Le capital social et symbolique³³, le prestige et la reconnaissance des autres sont au cœur de la participation. Dans leurs récits, les participantes établissent une différence entre les « coûts » de la politique réalisée « par le haut » et ceux de la politique qui s'effectue « par le bas ». En matière de décisions (planification, validation ou report d'un projet), les répercussions sont moins directes quand on est dans un bureau que quand on doit faire face à une assemblée citoyenne, composée d'habitant.e.s, de voisin.ne.s, d'ami.e.s, de collègues, de parents proches ou éloigné.e.s, mais aussi d'opposant.e.s et de rivaux et rivales à l'affût d'erreurs pour vous discréditer, voire vous accuser. Dans ces structures, il s'agit de « garder la face »³⁴ tant pour soi que pour ses partenaires.

Une articulation solide entre les institutions politiques formelles et informelles favorise une circulation plus fluide des femmes dans les divers espaces politiques³⁵. Aujourd'hui, au Venezuela, les deux types de politique ne font qu'un. Quand j'ai demandé à Luz de Parra ce que signifie, pour elle, faire de la politique aujourd'hui au Venezuela, elle m'a répondu : « Bon, de nos jours, ils [les autorités institutionnelles] ne font pas la différence entre faire de la politique et travailler dans la communauté, ils ne font plus la différence parce qu'ils utilisent les deux conjointement ». Il s'ensuit une redéfinition de la notion de politique qui permet l'intégration des exclus au système dans le cadre de la politique du pouvoir populaire. Ces conseils symbolisent la fin de la démocratie participative pour annoncer le début d'une démocratie directe, le « socialisme du XXI^e siècle », qui se détache du gouvernement local que pouvait représenter la mairie. Les femmes n'intègrent pas ces structures communales sous la logique de l'homologation à la norme masculine et n'exercent plus une « citoyenneté de seconde classe »³⁶, à mi-chemin entre le privé et le public. Elles incarnent le pouvoir populaire, et la politique des compétences au féminin devient la référence. En ce sens, quitter le registre de la citoyenneté en supprimant la séparation entre l'État et la société signifie, d'une part, dans la lignée de l'analyse proposée par Margarita López Maya, quitter la matrice libérale de l'État démocratique. Mais d'autre part,

33 Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31, janvier 1980, p. 2-3.

34 Erving Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit, 1974 (1967).

35 Sur la politique informelle des femmes, longtemps qualifiée d'« autre politique », voir Ruth Lister, « In from the Margins: Citizenship, Inclusion and Exclusion », dans Monica Barry, Christine Hallett (eds), *Social Exclusion and Social Work: Issues of Theory, Policy and Practice*, Lyme Regis, Russell House Publishing Ltd, 1998.

36 Bérengère Marques-Pereira, « La citoyenneté des femmes comme un jeu de miroir entre l'Europe occidentale et l'Amérique latine », dans Manon Tremblay, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Bérengère Marques-Pereira, Mariette Sineau, *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 23-41.

puisque les femmes ont été exclues de la citoyenneté³⁷, la rupture qui s'instaure avec le pouvoir populaire et la mise en place des Conseils, permet d'institutionnaliser leur position d'autorité comme ressource pour exercer le pouvoir politique. Ainsi, si la citoyenneté a été favorable au pouvoir des hommes, le pouvoir populaire semble favoriser celui des femmes. Elles ne sacralisent plus le pouvoir pyramidal et rendent publiques les formes non institutionnelles de la politique. Les assemblées citoyennes des Conseils se tiennent dans les rues, sur les trottoirs du quartier, comme cette réunion du Conseil de Santa Inés, organisée pour présenter les changements liés à la Loi de 2009.

Photos 1 et 2. Adéquation du Conseil communal de Santa Inés à la Loi de 2009, Valencia, 2010



© J. Brandler-Weinreb

Inutile de s'habiller différemment de tous les jours, d'acheter un titre de transport ou de s'organiser longtemps à l'avance lorsque l'assemblée se tient dans le quartier. Pour annoncer la réunion du soir ou du lendemain et inviter le voisinage à y participer, il suffit de modifier légèrement ses allées et venues quotidiennes (pour acheter le pain ou le journal, jeter la poubelle, prendre de l'eau, aller chercher les enfants ou petits-enfants à l'école...). Désormais, les institutions se déplacent lorsque leur présence aux assemblées est demandée par les participant.e.s ou prévue par la loi. Fondée sur l'absence de distinction entre État et société, la politique du pouvoir populaire entraîne la non-distinction entre intérêts pratiques (qui seraient

37 Les études féministes et les études de genre ont critiqué avec beaucoup de vigueur le caractère excluant de la construction du sujet politique représenté par l'homme. Magdalena Valdivieso Ide, « La exclusión de las mujeres de la ciudadanía de los liberalismos ilustrados », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, 10 (25), juillet-décembre 2005, p. 23.

destinés à résoudre les besoins urgents du quotidien) et intérêts stratégiques (qui s'inscriraient dans une volonté de changement davantage focalisée sur le futur)³⁸.

La valorisation étatique des intérêts « nécessaires », à travers la politique de la participation, permet que les femmes des classes populaires s'identifient au projet politique national. Carmen Rivero de Oliveros, 47 ans, mère de 3 enfants, habitante du *barrio* (bidonville) Las Palmitas, bénéficie d'un micro-crédit de la Banque de la Femme (BANMUJER) à travers son implication dans le Conseil du secteur 23. Cette fervente adepte du chavisme et de « son » président, ancienne militante du Parti Communiste et actuellement engagée dans le PSUV a débuté en tant que volontaire en 2003 au sein d'une mission éducative, et me dit, en 2009 : « Imagine-toi, je suis femme au foyer, je facilite le développement de la [mission] Robinson, j'ai une cantine populaire [150 couverts, chez elle] et en plus la nuit j'étudie, je veux dire : ça c'est un changement ! ». Cette femme était, en 2010, en deuxième semestre d'études juridiques dans la mission Sucre (d'études supérieures), après avoir achevé son parcours scolaire avec la mission Robinson, en 2004. Elle est également dans le réseau d'utilisatrices (*red de usuarias*) de BANMUJER : « Elles cherchaient des *leaders* dans la communauté et comme je faisais partie de l'association de voisinage, elles m'ont élue ».

Les femmes qui intègrent les structures étatiques de participation politique à l'échelle locale ou nationale réclament de plus en plus de droits et les exercent chaque fois davantage. Qu'il s'agisse du droit de « sortir la tête de la serpillière et des fourneaux » (*salir del tobo y de la comida*, pour reprendre l'expression de Carmen Rosa Rincón³⁹) ou du droit de regard sur la façon dont sont utilisées les ressources municipales et étatiques. Ces structures d'autogestion leur permettent plus que les voies de la démocratie représentative d'exercer leur souveraineté puisqu'elles maîtrisent les espaces, les réseaux et le langage de la politique de la participation.

Intégration des femmes en politique « par le haut » et instrumentalisation de leur récupération « par le bas »

38 Maxime Molyneux, « State Socialism and Women's Emancipation: A Continuing Retrospective », dans M. Molyneux, *Women's Movements in International Perspective: Latin America and Beyond*, Londres, Institute of Latin American Studies (ILAS), 2003, p. 99-140.

39 Carmen Rosa Rincón, 55 ans, chaviste *light*, dirigeante de quartier et ex conseillère municipale dans la commission sociale du CLPPV, membre du Conseil Sta. Inés, mariée, 4 enfants, Valencia, 2010.

L'affirmation de soi qui se produit dans les espaces locaux de participation favorise le processus d'individualisation⁴⁰ des femmes, dans le sens où elles se construisent en tant que sujets politiques collectifs et individualisés. Ce processus constitue un obstacle à l'instrumentalisation de leur engagement. Dès lors, la volonté d'intégration des femmes à la politique nationale devient une ligne de conduite surveillée et mobilisée par les femmes elles-mêmes : « Contre Chávez il faut une femme et il ne pourra pas aller contre son propre discours, il devra le reconnaître », me disait l'opposante au régime Maigualida Marin, devenue *leader* de sa communauté dès son arrivée à Valencia, après avoir occupé illégalement le terrain du *barrio* dans lequel elle a construit son logement⁴¹. Soutenues par un cadre juridique qui désormais les reconnaît, les femmes savent qu'il existe un moyen, et un seul, pour faire appliquer les promesses et les accords politiques : la mobilisation, la pression et l'argumentation. Ainsi, Luz de Parra, amie de Maigualida et *leader* dans son quartier, me disait : « Être femme n'est pas difficile, au contraire, avec des mots on peut se défendre ». Ainsi, grâce à un contexte favorable à leur expression et à leur engagement, des femmes vivant dans des États différents du pays (deux États pour celles que nous avons rencontrées), en milieu soit rural, soit urbain, et d'âges divers, découvrent leur efficacité et leurs compétences et délaissent le fatalisme et le sentiment d'impuissance. Les participantes veulent accéder aux ressources étatiques, échapper à la réalité domestique, faire reconnaître leur travail communautaire et bénéficier, elles aussi, d'une reconnaissance.

Pour elles, l'espace public et la politique ont perdu leur sens de faveur gouvernementale et de subordination. Elles ne sont pas toutes partisans du chavisme, mais elles n'hésitent pas pour autant à s'identifier aux catégories mobilisées par le gouvernement, en les récupérant pour réclamer les droits qui leur reviennent. Luz de Parra, à qui je demandais ce qu'elle pensait de la place des femmes dans la politique nationale, m'a répondu : « C'est comme avant, on est passé de "guerrières" à "révolutionnaires", de blanc à rouge puisque j'étais une "[militante d']AD⁴² révolutionnaire". Puis, dis-moi, je suis pas mère de bidonville moi, hein ? [allusion à la *Misión Madres del Barrio*] ». En formulant cette question Luz estime que sa position d'opposante au régime ne doit pas empêcher qu'elle puisse, elle aussi, bénéficier de cette politique gouvernementale qui s'adresse aux mères vivant dans les bidonvilles, ce qui est son cas.

Ainsi, dans ce mouvement d'intégration politique et sociale qui se produit par le haut, la question de l'affiliation partisane se pose. Pour penser la question de l'émancipation des femmes et de

40 Denis Merklen « Individus populaires. Sociabilité et *politicité* », dans Robert Castel, Claude Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel*, Paris, La Découverte, 2012.

41 Maigualida Marin, 38 ans, opposante au régime, ex conseillère municipale du CLPPV, séparée, 3 enfants, grand-mère, Valencia, 2006.

42 Action démocratique, l'un des deux partis qui se sont partagé le pouvoir à partir de 1958.

leur pouvoir politique, il semble important d'interroger le droit à l'autodétermination dans le contexte de la nouvelle politique qui se met en place au Venezuela. Jusqu'au décès de Hugo Chávez, une grande partie des femmes incarnant le pouvoir populaire et le revendiquant étaient membres du PSUV ou le soutenaient. Or l'adhésion au parti ne doit pas être interprétée comme une acceptation de celui-ci ou une identification à ce qu'il est, mais plutôt comme un signe de reconnaissance de ce que la figure de Chávez et les gouvernements bolivariens représentaient pour les classes populaires : l'État de l'inclusion et de la justice sociale qui avait redistribué la manne pétrolière. Pour les adhérentes au régime politique, il s'agissait donc d'une participation à un projet qui se développait depuis 1999, dans le but, entre autres, d'éviter que l'opposition – synonyme de recul des avancées sociales – regagne de l'importance dans les structures de pouvoir du pays. Les femmes se sentent désormais instruites, armées juridiquement, médiatiquement et individuellement, ce qui leur permet d'intégrer le jeu politique avec une lucidité qui les pousse à réévaluer constamment leur engagement et la manière dont elles veulent le mener. Pour reprendre les mots de Beatriz Gómez Barrenechea, sociologue mexicaine spécialiste de la socialisation politique en fonction du genre : « Elles arrivent à développer les conditions possibles de l'opposition et les apprentissages de la négociation encore fragmentaires mais qui leur offrent la possibilité d'incorporer la vie publique avec un fort sens critique, lié à la recherche d'identités sociopolitiques »⁴³. Ligia Parra, agricultrice du *paramo* vénézuélien⁴⁴, m'expliquait que représenter une institution ne pouvait être synonyme de pouvoir et d'autonomie :

« JBW : Et tu n'aimerais pas occuper un poste qui te permette de faire plus de choses ? Dans le ministère ou...

– LP : Non, jamais. (...) Non, parce qu'on te ferme la bouche et moi quand je dois dire les choses je les dis, tu vois ? Et si j'appartiens à n'importe quelle institution, à n'importe quel ministère je dois faire ce qu'ils disent et moi je dois pouvoir dire les trucs comme je les dis, je dois pouvoir dire clairement les choses quand c'est nécessaire. Alors, oui, on m'a proposé [un poste] mais c'est par peur de m'entendre dire les choses, alors ils veulent me faire taire et moi je dis "non, merci beaucoup".

(...) Je ne suis pas intéressée par les partis politiques. Je n'en ai pas, je ne veux

43 Beatriz Gómez Barrenechea, « Significados políticos y participación femenina », *La Ventana*, 5, 1997, p. 167.

44 Ligia Parra, 60 ans, sans positionnement partisan, commissaire d'environnement du Conseil Misintá et présidente de l'ACAR (*Asociación de Coordinadores de Ambiente por los Agricultores del Municipio Ráangel*), Mérida, 2010.

appartenir à personne parce que j'appartiens à Dieu et à la nature, un point c'est tout.
Parce que je travaille, je fais un travail politique, exact, avec les gens ».

Bien que cela puisse paraître paradoxal, au Venezuela, une politisation autonome s'est construite par le biais d'une contestation qui s'est déployée dans les institutions. Si les imaginaires et les subjectivités ont jailli et se sont développés, notamment dans des espaces intermédiaires comme les Conseils, ils ont été aussi, et de manière contradictoire, limités par un projet de société : la « construction d'un nouveau modèle de société socialiste » qui définit d'avance une réalité, pourtant réinventée au quotidien. Malgré le décloisonnement de la politique et de l'espace public, le problème résidait dans la difficulté à définir l'objectif commun recherché par les subjectivités multiples et diverses qui constituaient le pouvoir populaire.

En décloisonnant la politique et l'espace dans lequel elle se produit, le pouvoir populaire a permis de penser le pouvoir des femmes. Le passage du projet de « démocratie participative et protagonique » (1999-2006) à celui de « socialisme du XXI^e siècle » (2006-2013) était destiné à intégrer les classes populaires en les impliquant dans la gestion des affaires publiques, notamment par le biais des Conseils. En associant les femmes depuis 2008, le nouveau projet national a suscité l'éclosion d'un apprentissage par la valorisation et la circulation de compétences – centralité des relations interpersonnelles, maîtrise du local et importance de la vie sociale – dénigrées auparavant, car considérées comme relevant de l'infra-politique. L'autorité des femmes dans la société matrifocale vénézuélienne s'est instituée comme pouvoir politique puisque celui-ci se produit hors des structures traditionnelles dominées par l'ordre masculin. Leur pouvoir mobilisateur a été institutionnalisé et est devenu central pour l'État et pour le chavisme, porteurs du projet de « révolution bolivarienne ». Aujourd'hui les femmes sont de plus en plus visibles sur la scène publique, qu'elle soit locale ou nationale. Le clientélisme populaire permet leur intégration massive au système étatique et favorise leur transformation en sujets politiques collectifs et individualisés. La dialectique est complexe puisqu'il existe une interdépendance entre le régime en vigueur et les femmes des milieux défavorisés, leurs conditions de vie étant directement liées au projet politique qui se déploie au niveau national. Toutefois, la politisation critique des femmes et des classes populaires peut être considérée comme un contre-pouvoir qui s'est exprimé lors de la dernière élection présidentielle d'avril 2013, gagnée de justesse par Nicolas Maduro, dauphin désigné de Hugo Chávez. Le mécontentement grandissant depuis février 2014 (manifestations étudiantes, de l'opposition ou

plus largement contre la pénurie, le chômage et l'insécurité) marque le début d'une nouvelle étape dans l'histoire du pays, celle où les acquis de la participation politique se retournent contre un gouvernement qui peine à endosser le projet incarné par la figure du *leader* charismatique décédé.

Jessica Brandler-Weinreb est doctorante en sociologie, ancienne allocataire de recherche et monitrice à l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (IHEAL) et membre du CREDA – UMR 7227. Lauréate du prix Luis Castro Leiva en 2006, elle étudie les rapports de genre, la politisation et le changement social dans le contexte de la participation politique au Venezuela de 2002 à 2012. Elle est membre fondatrice de la revue électronique *RITA* et du groupe d'études sur le Venezuela –GEIVEN. Elle a publié « Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez », dans Karine Bergès, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo, Nathalie Ludec (dir.), *Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XX^e et XXI^e siècles* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015) ; « Au-delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils communaux au Venezuela », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft* (*L'Homme. European Journal of Feminist History*) (1, 2012, p. 119-126, version en allemand : <http://www.univie.ac.at/Geschichte/LHOMME/>) ; « Mujeres, Poderes y Política: una inclusión excluyente? », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* (Bibliografias, 2010, <http://nuevomundo.revues.org/57929>).

jbrandler@gmail.com

Annexe 1. Le pouvoir populaire avance à partir des Conseils communaux (Gouvernement de Mérida, 2009)

Consejos Comunales

Los Consejos Comunales hoy son centro fundamental del Poder Popular Comunal, y base principal del nuevo estado socialista, sólo se puede entender dentro de un país que transita hacia un nivel de democracia y socialismo, como el que vivimos en la República Bolivariana de Venezuela, muy distintos a lo que antes tuvimos. De allí que resulte conveniente dedicar un breve momento en leer y entender el comienzo del cambio que se produce en el nuevo modelo de estado con el escenario de los Consejos Comunales.

Venezuela marcha hacia una democracia participativa, hacia una sociedad en la que el ciudadano juega un rol protagónico en la conducción de las políticas públicas, y en la atención de asumir el ejercicio real del Poder Popular, es decir, para poner en práctica las decisiones adoptadas por las comunidad. Avanzamos hacia una forma de organización más avanzada que puede darse los vecinos de una determinada comunidad, en la cual el ser humano objeto central de la sociedad, y el carácter humanista ocupe un lugar predominante, actor fundamental en la construcción de su propio destino.




“ Los Consejos Comunales son un embrión de la nueva sociedad que estamos construyendo. ”

Hugo Chávez

Urbanización Alto Chama
Av. La Hacienda, Calle las Peñas
Res. Agua Blanca.
Torre B, planta Baja.
Fax: 0274-2716512
Correo: participacion_ciudadana@merida.gob.ve
Oficina 0274 -2716864



GOBERNACIÓN DEL ESTADO MÉRIDA

EL PODER POPULAR AVANZA DESDE LOS CONSEJOS COMUNALES



MARCOS DÍAZ ORELLANA
GOBERNADOR

Annexe 2. Livret « La revolución no es poca cosa », FUNDACOMUNAL (structure de gestion des Conseils)

